

Art. 52. Au plus tard le 5 février de chaque année scolaire, le président du bureau électoral dresse une liste des personnes ayant voix délibératoire pour l'élection de la représentation des étudiants. La liste reprend les noms des étudiants régulièrement inscrits, au premier jour de classe de février, dans un établissement d'enseignement relevant du conseil de direction à élire.

Art. 53. § 1er. Le 5 février au plus tard, le président du bureau électoral notifie à tous les étudiants un appel aux candidats. Il dépose l'appel à l'inspection dans tous les établissements d'enseignement relevant du conseil de direction à élire. Cet appel comporte :

- 1° la définition du but et du fonctionnement du conseil de direction;
- 2° les conditions d'éligibilité et les incompatibilités;
- 3° la durée du mandat;
- 4° la formule de candidature;
- 5° la date ultime d'introduction des candidatures.

§ 2. Le 15 février au plus tard, les candidatures écrites seront transmises au président du bureau électoral par lettre recommandée ou moyennant accusé de réception.

§ 3. Les candidatures sont introduites, sous peine d'être déclarées irrecevables, dans la forme, selon la formule et dans le délai imposés. La formule de candidature est établie par le conseil central.

§ 4. Le bureau électoral vérifie si les candidatures ont été introduites conformément au § 3. Si une candidature ne remplit pas les conditions fixées, le président du bureau électoral en informe immédiatement le candidat, par lettre recommandée avec mention du motif.

Art. 54. § 1er. Les dispositions de l'article 8, § 2, et des articles 9, 11, 14 et 15 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'élection de la représentation des étudiants pour la constitution des conseils de direction.

§ 2. L'appel aux électeurs a lieu au plus tard le 21 février avant l'élection prévue visée à l'article 51.

§ 3. Les dispositions de l'article 16, § 2 et des articles 17 à 32 inclus s'appliquent *mutatis mutandis* à l'élection de la représentation des étudiants pour la constitution des conseils de direction, étant entendu que les mots "élu direct" sont remplacés par les mots "représentant des étudiants".

CHAPITRE VII. — Dispositions générales

Art. 55. Les dispositions des articles 41 à 43 inclus s'appliquent *mutatis mutandis* aux élections et aux opérations de cooptation pour la constitution des conseils de direction, étant entendu que les mots "élus directs" sont remplacés par les mots "personnes directement élues par les parents et les anciens étudiants, les représentants des étudiants, que les mots "élection directe" sont remplacés par les mots "élection directe par les parents et les anciens étudiants, l'élection de la représentation des étudiants", et "milieux sociaux, économiques et culturels locaux" par "milieux sociaux, économiques et culturels".

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 56. L'arrêté du Gouvernement flamand du 19 septembre 1990 fixant le règlement des élections des conseils scolaires locaux et des conseils de direction locaux dans l'enseignement communautaire est abrogé.

Art. 57. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1995.

Art. 58. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 6 septembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE.

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 2613

[S - C - 29459]

19 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Commissariat général aux Relations internationales à la Région wallonne

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 121 et 138 de la Constitution;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Ministre compétent pour la Fonction publique du 25 mai 1994;

Vu le protocole d'accord n° 55 du Comité de négociation du Commissariat général aux Relations internationales conclu le 29 avril 1994;

Vu l'avis conforme du Gouvernement régional wallon, donné le 16 juin 1994;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française donné le 9 mars 1995;

Vu l'urgence;

Considérant que le Collège de la Commission communautaire française a notifié son avis conforme le 10 avril 1995;

Considérant qu'il y a lieu de prendre l'arrêté en urgence afin d'assurer la continuité du service public;
Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 mai 1995,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Commissariat : le Commissariat général aux Relations internationales créé par le Décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

2° le Commissaire général : le fonctionnaire-dirigeant du Commissariat général aux Relations internationales;

3° les membres du personnel : les agents nommés à titre définitif du Commissariat général aux Relations internationales.

Art. 2. § 1er. Par un ordre de service, les membres du personnel sont invités à faire savoir, par écrit, dans les dix jours, s'ils souhaitent être transférés à la Région wallonne, à un des grades énumérés dans l'ordre de service.

Ils adressent directement leur demande au Commissaire général du Commissariat qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le Commissaire général transmet une copie de chaque demande au Ministre chargé de la Fonction publique et au Ministre responsable des Relations internationales.

Les demandeurs sont classés par grade.

Pour chacun des grades, les demandeurs sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

§ 2. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté nominatif du Gouvernement de la Communauté française pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 3. § 1er. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel tels que visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales.

§ 2. Les membres du personnel transférés conservent leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire.

Sans préjudice du § 3 du présent article, ils conservent également les allocations, indemnités ou les primes dont ils bénéficiaient avant leur transfert conformément à la réglementation qui les octroie.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les Services où ils sont transférés.

§ 3. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au Commissariat, il est uniquement tenu compte pour son affectation de son grade statutaire.

Si, à la Région wallonne, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée au sein du Commissariat, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les Administrations de l'Etat.

§ 4. Les membres du personnel conservent, à la Région wallonne, le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie à la Région wallonne, selon les règles qui y sont en vigueur.

§ 5. Les membres du personnel conservent les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un examen, d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé à l'initiative du Commissariat auquel ils ont appartenu avant leur transfert ou qui leur ont été reconnus par le Commissariat.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à la Région wallonne.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 6. Pour autant que l'agent du Commissariat remplisse, avant son transfert au Gouvernement wallon, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé par le Commissariat à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le paragraphe 5 du présent article est applicable à un lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1er du présent paragraphe.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 19 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 29459]

N. 95 - 2613

19 MEI 1995. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering dat de modaliteiten vastlegt voor de overplaatsing van personeelsleden van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen naar het Waalse Gewest

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op artikelen 121 en 138 van de Grondwet;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 dat de uitoefening van een aantal bevoegdheden van de Franse Gemeenschap toekent aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Minister bevoegd voor het Openbaar ambt van 25 mei 1994;

Gelet op het protocolakkoord nr. 55 van het Overlegcomité van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen dat werd gesloten op 29 april 1994;

Gelet op het eensluidende advies van de Waalse Gewestregering op 16 juni 1994;

Gelet op het eensluidende advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie op 9 maart 1995;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie kennis heeft gegeven van zijn eensluidende advies op 10 april 1995;

Overwegende dat het aangewezen is het besluit onverwijld ten uitvoer te leggen, om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen;

Op voorstel van de Minister-Voorzitter die bevoegd is voor het Openbaar ambt, de Jeugd en de Bevordering van de gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering op 19 mei 1995.

Besluit :

Artikel 1. Bij de toepassing van dit besluit worden de volgende begrippen gebruikt :

1° het Commissariaat : het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen, opgericht bij Decreet van 1 juli 1982 betreffende de oprichting van een Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen;

2° de Commissaris-generaal : de leidinggevende ambtenaar van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen;

3° de personeelsleden : de definitief benoemde ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen.

Art. 2. § 1. Door middel van een dienstorder worden de personeelsleden verzocht om binnen tien dagen schriftelijk mee te delen of zij overgeplaatst willen worden naar het Waalse Gewest, in één van de rangen die worden opgesomd in het dienstorder.

Zij sturen hun aanvraag rechtstreeks naar de Commissaris-generaal van het Commissariaat, die de ontvangst ervan bevestigt; zij sturen een kopie van hun aanvraag naar hun hiërarchische meerdere.

De Commissaris-generaal bezorgt een kopie van deze aanvraag aan de Minister die bevoegd is voor het Openbaar ambt en aan de Minister die verantwoordelijk is voor internationale betrekkingen.

De aanvragers worden gerangschikt per rang.

Voor elk van de rangen worden de aanvragers als volgt gerangschikt :

1° het personeelslid met de grootste anciënniteit in rang;

2° bij gelijke anciënniteit in rang, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

§ 2. De personeelsleden worden vergeplaatst via een besluit op naam van de Franse Gemeenschapsregering, na het eensluidende advies van de Waalse regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.**Art. 3. § 1.** De overplaatsingen vormen geen nieuwe benoemingen of overplaatsingen in de zin van het personeelsstatuut zoals beoogd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1982, dat het administratieve en geldelijke statuut vastlegt van het personeel van het Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen.**§ 2.** De overgeplaatste personeelsleden behouden hun rang, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit.

Onverminderd § 3 van dit artikel behouden ze ook de toelagen, vergoedingen of premies die ze voor hun overplaatsing ontvingen, conform de reglementering die ze toekent.

Ze behouden de aan een functie verbonden voordelen alleen indien de desbetreffende toekenningsvoorwaarden blijven bestaan in de Diensten waarnaar ze worden overgeplaatst.

§ 3. Wanneer een personeelslid een hogere functie moet uitoefenen op het Commissariaat, wordt bij zijn overplaatsing uitsluitend rekening gehouden met zijn statutaire rang. Indien hij bij het Waalse Gewest, vanaf de datum van zijn overplaatsing en zonder onderbreking, opnieuw dezelfde hogere functie moet uitoefenen als op het Commissariaat, wordt hij geacht de vroegere functie verder uit te oefenen, bij toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hogere functie in de Administraties van de Staat.**§ 4.** De personeelsleden behouden bij het Waalse Gewest de laatste persoonsbeschrijving die hen is toegekend.

Deze persoonsbeschrijving blijft geldig tot er een nieuwe wordt toegekend. Indien een ambtenaar op de datum van zijn overplaatsing uit hoofde van dit besluit, een aanvraag tot herziening van zijn persoonsbeschrijving heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet bij het Waalse Gewest, volgens de daar geldende regels.

§ 5. De personeelsleden behouden de promotietitels die ze hebben behaald door te slagen in een examen, in een wedstrijd van toetreding tot een hoger niveau of in een examen van bevordering in rang, georganiseerd op initiatief van het Commissariaat waartoe ze voor hun overplaatsing hebben behoord, of die hen door het Commissariaat zijn toegekend.

Voor hun rangschikking worden deze laureaten geacht de wedstrijd of het examen te hebben voorgelegd aan het Waalse Gewest.

Indien de processen-verbaal van de wedstrijden op dezelfde datum werden afgesloten, worden de laureaten onderling gerangschikt alsof ze hadden deelgenomen aan dezelfde wedstrijd.

Indien de processen-verbaal van de wedstrijden op verschillende data werden afgesloten, wordt voorrang verleend aan de laureaten van de wedstrijden waarvan het proces-verbaal op de vroegste datum werd afgesloten.

§ 6. Indien de ambtenaar van het Commissariaat vóór zijn overplaatsing naar de Waalse regering voldoet aan de voorwaarden voor deelname aan een wedstrijd van toetreding tot een hoger niveau of een examen van bevordering in rang, dat het Commissariaat op de datum van de overplaatsing aankondigt, behoudt hij het recht om aan deze wedstrijd of dit examen deel te nemen, ook al wordt hij tijdens het verloop van de proeven onderworpen aan een overplaatsing of bestemming uit hoofde van dit besluit.

Paragraaf 5 van dit artikel is van toepassing op een laureaat van een wedstrijd of examen zoals bedoeld in het 1ste lid van onderhavige paragraaf.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister die bevoegd is voor het Openbaar ambt, staat in voor de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 mei 1995.

Door de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap
bevoegd voor het Openbaar Ambt, de Jeugd en de Bevordering van de Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

[Mac — 29470]

F. 95 — 2614

**18 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement de son fonctionnement**

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 spécialement l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, d'assurer sans délai son fonctionnement;

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1995.

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collectivement, selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté.

Art. 2. § 1er. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret ou d'arrêté du Gouvernement à caractère réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980:

§ 2. Il évoque toute proposition de décret déposée au Conseil de la Communauté française.

§ 3. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la même loi.

§ 4. a) Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre chargé du Budget ou de la Fonction publique lorsque celui-ci est requis.

b) Pour les décisions qui ne requièrent pas de délibération du Gouvernement, l'accord du Ministre du Budget ou de la Fonction publique, s'il est requis, est réputé acquis s'il n'est pas transmis dans les 20 jours de la réception de la demande.

§ 5. Tout Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

Art. 3. § 1er. Le Gouvernement de la Communauté française adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget de la Communauté les attributions que l'arrêté royal du 16 novembre 1994 donne au Conseil des Ministres pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

§ 3. Trimestriellement, une situation complète, tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement de la Communauté française dans un délai de quinze jours, après expiration de la période mensuelle concernée. La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.